

## Séance n°5- La phase policiere

### Sommaire

#### I. Le champ d'application des deux types d'enquête

- A. L'enquête de flagrance
  - Crim., 9 janvier 2002
  - Crim., 1<sup>er</sup> octobre 2003
- B. L'enquête préliminaire
  - Crim., 11 février 1998

#### II. Les actes d'enquête

- A. Les actes de l'enquête de flagrance
  - Crim., 16 février 1988
  - Crim., 30 mai 1980
- B. Les actes de l'enquête préliminaire
  - Crim., 9 mai 2001
  - Crim., 14 octobre 2003

#### I. Le champ d'application des deux types d'enquête

##### A. L'enquête de flagrance

*L'article 53 alinéa 1 du CPP* détermine le champ d'application de l'enquête de flagrance :

« Est qualifié crime ou délit flagrant , le crime ou le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre. Il y a aussi crime ou délit flagrant lorsque, dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique, ou est trouvée en possession d'objets, ou présente des traces ou indices, laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit. »

De plus, en vertu de *l'article 67 du CPP* :

« Les dispositions des articles 54 à 66 sont applicables, au cas de délit flagrant, dans tous les cas où la loi prévoit une peine d'emprisonnement. »

Il existe donc 5 cas de flagrance qui tous soulignent que cette enquête est caractérisée par une certaine urgence, notamment le comportement de la personne. Il s'agit donc d'une enquête spéciale.

Crim., 9 janvier 2002

Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation des articles 14, 28, 53, 56, 76, 78-2, 593 du Code de procédure pénale, L. 233-2 et 233-1 du Code de la route, défaut de motifs et manque de base légale :

" en ce que la cour d'appel a dit n'y avoir lieu à annulation du contrôle routier mis en oeuvre à l'encontre de X... et de chacun des actes dont il constitue le support nécessaire ;

" aux motifs que, "les officiers de police judiciaire ayant mis en place le dispositif décrit au procès-verbal 2001/000630/4 le 23 mars 2001 ont, à 20 h 35, remarqué l'arrivée d'un véhicule et d'une personne qui correspondaient aux informations qu'ils possédaient, relatives à un individu qui devait participer à une importante transaction de stupéfiants, en l'espèce de l'héroïne ; que ce dispositif de surveillance, comportant huit policiers, a pris en filature le véhicule immatriculé en Hollande, conduit par l'individu susceptible de participer à la transaction illicite dénoncée aux policiers ; que ceux-ci ont alors remarqué le comportement incohérent du conducteur soupçonné, qui semblait avoir repéré la surveillance dont il était l'objet ; que, dès lors, il était nécessaire de procéder à un contrôle routier ; que, ce faisant, le conducteur a accepté d'ouvrir le coffre de son véhicule, qu'il a manipulé les sacs s'y trouvant et la roue de secours, manipulation qui permettait aux policiers de constater à l'intérieur de celle-ci la présence anormale d'un corps mobile ; que le seul comportement apparent du conducteur contrôlé, qui devenu blême, indiquant aux enquêteurs : "ce que vous cherchez est là", a permis à l'officier de police judiciaire de conclure à la commission actuelle d'un délit et de situer son intervention dans le cadre juridique des articles 53 et suivants du Code de procédure pénale ; qu'il s'ensuit qu'aucune nullité n'est encourue, les enquêteurs n'ayant en rien excédé les pouvoirs dont ils disposaient dans le cadre de la procédure des crimes et délits flagrants" ;

" alors, d'une part, que des enquêteurs de la brigade des stupéfiants agissant en enquête préliminaire de police judiciaire ne peuvent pas utiliser abusivement et de façon détournée les mesures prévues à titre de police administrative ; que, dès l'instant où les policiers soupçonnaient fortement X... d'être le passeur qu'ils recherchaient dans le cadre de leur enquête préliminaire, ils ne pouvaient pas provoquer un contrôle routier qu'il ne leur appartenait pas d'effectuer ; qu'en se bornant dès lors à affirmer sans aucune justification "qu'il était nécessaire de procéder à un contrôle routier" et que les enquêteurs de la brigade des stupéfiants avaient qualité pour le faire, la cour d'appel a validé un détournement de procédure et violé les textes visés au moyen ;

" alors, d'autre part, que les policiers qui effectuent un contrôle routier sur le fondement de l'article R. 233-2 du Code de la route ne peuvent procéder à la fouille du véhicule que s'ils constatent l'existence d'indices apparents d'un comportement délictueux en train de se commettre ; qu'en l'espèce, il ressort des constatations des policiers que X... n'avait commis aucune infraction au Code de la route, qu'il était en règle administrativement et qu'il n'existait pas d'indice apparent d'un comportement délictueux d'aucun des occupants du véhicule ; qu'en considérant néanmoins que les policiers étaient en droit de fouiller le véhicule pour en extraire la roue de secours située sous les bagages dans le coffre dudit véhicule, la cour d'appel a violé les textes visés au moyen " ;

Attendu qu'en l'état des motifs reproduits au moyen, et dès lors que l'existence d'indices apparents d'un comportement délictueux, en train de se commettre, a été révélée à l'occasion de vérifications régulièrement opérées, pour les besoins d'un contrôle routier, conformément aux articles L. 4, devenu L. 233-2, et R. 137, devenu R. 233-1, du Code de la route, sans que, contrairement aux allégations du moyen, les policiers aient eux-mêmes procédé à l'ouverture du coffre du véhicule ni à la manipulation des objets s'y trouvant, la chambre de l'instruction a justifié sa décision ;

D'où il suit que le moyen ne saurait être accueilli ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

REJETTE le pourvoi.

La situation de flagrance doit être constatée de manière objective au regard d'indices apparents.

Crim., 1<sup>er</sup> octobre 2003

Sur le premier moyen de cassation, pris de la violation des articles 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, 53, 54, 56, 76, 591 et 593 du Code de procédure pénale, défaut de motifs, manque de base légale, violation des droits de la défense ;

"en ce que l'arrêt attaqué, dans l'information suivie contre Yves X... pour importation et détention d'images ou représentations pornographiques de mineurs, a rejeté sa requête en annulation d'actes de la procédure ;

"aux motifs que le 6 novembre 2002, les services de police interpellaient Yves X... sur le lieu du rendez-vous ; qu'ils perquisitionnaient à son domicile et découvraient dans le disque dur de son ordinateur et sur des disquettes une collection de plus de 80 000 photographies pour l'essentiel à caractère pornographique ;

"alors que, la chambre de l'instruction a laissé sans réponse aucune le moyen tiré de ce que l'interpellation de l'intéressé prétendument en flagrance, ainsi que la procédure subséquente étaient nulles, faute du moindre délit flagrant ; qu'en effet, la seule présence de l'intéressé n'était caractéristique d'aucune infraction flagrante, quelle qu'elle fût ; que pour être caractérisé, l'état de flagrance nécessite que des indices apparents d'un comportement délictueux révèlent l'existence d'une infraction qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre ; qu'en s'abstenant d'examiner ce moyen de nullité, la chambre de l'instruction n'a pas justifié légalement sa décision" ;

Sur le second moyen de cassation, pris de la violation des articles 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, 53, 54, 56, 80, 81, 105, 591 et 593 du Code de procédure pénale, défaut de motifs, manque de base légale, violation des droits de la défense ;

"en ce que l'arrêt attaqué dans l'information suivie contre Yves X... pour importation et détention d'images ou représentations pornographiques de mineurs, a rejeté sa requête en annulation d'actes de la procédure ;

"aux motifs que les interventions de Philippe Y... n'ont pas déterminé Yves X... à commettre des agissements délictueux à l'égard de mineurs, mais ont eu au contraire pour seule motivation de permettre la constatation d'infractions déjà commises et d'y mettre fin ; qu'il ressort en effet que Philippe Y..., navigant sur internet, a été choqué des découvertes qu'il a faites sur un site pédophile, et a voulu démasquer en se faisant passer pour un adolescent de 14 ans, les utilisateurs de ce site ; qu'il ne peut être reproché un manque de loyauté à une personne physique qui veut, par un stratagème, empêcher de nuire les délinquants sexuels utilisant un site constitué sur des crimes commis à l'égard de jeunes enfants ; que les faits ainsi dénoncés aux services de police doivent faire obligatoirement l'objet par ces derniers d'un signalement à l'autorité de poursuite, pouvant à la limite inclure le dénonciateur s'il a participé à une infraction ;

"alors que, si le principe de liberté de la preuve autorise la victime à se prévaloir devant le juge pénal d'éléments de preuve obtenus de façon illicite ou déloyale aux fins d'établir la réalité de l'infraction commise à son encontre, les principes de loyauté et de légalité s'opposent à ce qu'un tiers non victime puisse, sous couvert de la libre admissibilité de la preuve, provoquer une infraction puis prétendre rapporter la preuve de sa commission ; que du fait de la provocation, la preuve rapportée n'est pas alors simplement déloyalement obtenue, elle est déloyalement fabriquée ; qu'en refusant d'annuler l'ensemble des actes de la procédure, à commencer par l'interpellation d'Yves X..., tout en reconnaissant expressément qu'il y avait eu, de la part de Philippe Y..., provocation à agir et simulation d'une acceptation de proposition, de sorte que les éléments de preuve retenus contre le mis en examen avaient été déloyalement fabriqués par un tiers, et que la procédure n'avait été initiée qu'à l'occasion d'un stratagème monté par ce tiers, la chambre de l'instruction a gravement violé les droits de la défense" ;

Les moyens étant réunis ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure que Thierry Y..., âgé de 23 ans, s'est présenté au commissariat de police pour déclarer qu'en consultant un forum de discussion sur internet, il avait reçu des photographies de mineurs à caractère pornographique ; qu'ayant alors décidé de se faire passer pour un adolescent de quatorze ans, il avait été contacté sur ce site par un individu, se prénommant Yves, se disant retraité, qui lui avait indiqué qu'il possédait des photographies qu'il ne pouvait lui transmettre via internet en raison des risques ; qu'il lui avait toutefois communiqué les coordonnées de deux sites par lesquels Thierry Y... avait effectivement reçu des photographies de mineurs à caractère pornographique remises aux policiers ; qu'il a enfin indiqué aux enquêteurs qu'après une discussion à caractère sexuel, rendez-vous avait été pris, dans un centre commercial, avec le prénommé Yves ; que les policiers, après avoir constaté la présence aux lieu et heure convenus d'un individu correspondant au signalement donné et après avoir vérifié qu'il

répondait au numéro de téléphone portable communiqué par leur informateur, ont interpellé Yves X..., lequel, au cours de sa garde à vue, a confirmé les déclarations de Thierry Y... et avoué qu'il détenait à son domicile des photographies de mineurs à caractère pornographique, qui ont été retrouvées lors d'une perquisition ultérieure, enregistrées par dizaines de milliers, sur les disques durs de son ordinateur et sur disquettes ;

Attendu qu'en prononçant par les motifs reproduits aux moyens, qui établissent que les faits rapportés aux policiers par Thierry Y... ont constitué, au sens de l'article 53 du Code de procédure pénale, des indices apparents révélant l'existence d'agissements délictueux déjà commis et en train de se commettre, que celui-ci n'a en rien déterminés mais qu'il a permis de constater, la chambre de l'instruction a justifié sa décision ;

D'où il suit que les moyens ne sauraient être accueillis ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

REJETTE le pourvoi ;

L'urgence de l'enquête de flagrance se retrouve non seulement dans la durée de l'enquête de flagrance qui ne peut en vertu de l'article 53 alinéas 2 et 3, excéder 8 jours, voire 16 jours si l'infraction est un crime ou un délit puni d'une peine supérieure ou égale à 5 ans d'emprisonnement, mais également dans le fait que cette enquête est caractérisée par une forte coercition permettant d'obtenir le plus rapidement possible les éléments de manifestation de la vérité, comme nous le verrons plus tard.

#### B. L'enquête préliminaire

En vertu de l'**article 75 et suivants du CPP**, l'enquête préliminaire, quant à elle, peut être qualifiée d'enquête de droit commun. En effet, c'est l'enquête qui va être retenue dans toutes les hypothèses où l'on ne se situe pas dans un cas de flagrance.

Crim., 11 février 1998

Attendu qu'aux termes de l'article 53 du Code de procédure pénale est qualifié crime ou délit flagrant le crime ou le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre ;

Attendu que, selon l'article 77, alinéa 2, du Code de procédure pénale, la prolongation de la garde à vue ne peut être accordée, en matière d'enquête préliminaire, qu'après présentation préalable de la personne au procureur de la République, sauf à l'être, à titre exceptionnel, par décision écrite et motivée, sans cette présentation ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure que les faits de viol auraient été commis le 15 août 1997, qu'ils ont été dénoncés aux gendarmes le 21 août et que X... a été placé en garde à vue le 22 août ; qu'après

avoir qualifié d'enquête de crime flagrant l'enquête ouverte par les gendarmes sur le mode préliminaire, le procureur de la République a prolongé la garde à vue, sans présentation préalable de la personne, en application de l'article 63, alinéa 3, du Code de procédure pénale ;

Attendu que, pour refuser d'annuler cette prolongation, l'arrêt attaqué retient que la flagrance était caractérisée dès lors que la plainte avait été déposée le 21 août et que X... avait été interpellé le lendemain ;

Mais attendu qu'en prononçant ainsi, alors que ne pouvait être qualifiée de crime flagrant une infraction révélée six jours après sa commission et que devaient être appliquées les règles régissant la prolongation de la garde à vue en matière d'enquête préliminaire, la chambre d'accusation a méconnu le sens et la portée des textes visés ci-dessus ;

D'où il suit que la cassation est encourue de ce chef ;

Par ces motifs,

CASSE ET ANNULE en toutes ses dispositions l'arrêt susvisé, en date du 8 octobre 1997, de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia, et pour qu'il soit jugé à nouveau, conformément à la loi, dans les conditions de l'article 609-1, alinéa 2, du Code de procédure pénale ;

## II. Les actes d'enquête

On retrouve ici la spécificité de l'enquête de flagrance qui en raison de l'urgence à réunir les éléments de manifestation de la vérité est caractérisée par une contrainte beaucoup plus forte que l'enquête préliminaire.

### A. Les actes de l'enquête de flagrance

L'**article 73 du CPP** permet à toute personne de procéder à l'arrestation de l'auteur d'une infraction dès lors que l'on se trouve en situation de flagrance mais sous certaines conditions limitant l'atteinte portée à la liberté individuelle.

Crim., 16 février 1988

Sur le premier moyen de cassation, pris de la violation de l'article 341 du Code pénal, des articles 591 et 593 du Code de procédure pénale, défaut et contradiction de motifs, manque de base légale :

" en ce que l'arrêt attaqué a déclaré les prévenus coupables de séquestration arbitraire et les a condamnés de ce chef ;

" alors, d'une part, qu'il résulte de la combinaison des articles 341 du Code pénal et 73 du Code de procédure pénale, que le délit de séquestration arbitraire est justifié lorsque la personne arrêtée est l'auteur d'un crime ou d'un délit flagrant ; qu'en l'espèce, il est établi que X... a été arrêté et détenu dans les locaux du magasin alors qu'il venait de commettre un vol dans le

supermarché ; que dès lors la cour d'appel ne pouvait sans se contredire constater l'existence d'une infraction flagrante et condamner les personnes qui avaient qualité pour procéder à cette arrestation et détention ;

" alors, d'autre part, que le délit de séquestration arbitraire suppose l'intention de priver illégalement une personne de sa liberté d'aller et venir ; qu'en l'espèce, il n'est pas constaté que les prévenus en interpellant X..., auteur d'un vol flagrant, et en le retenant dans le magasin avant d'appeler les gendarmes, aient eu conscience d'agir contrairement aux prescriptions légales ; qu'en se déterminant ainsi, sans établir ni constater l'élément intentionnel du délit poursuivi, les juges du fond n'ont pas caractérisé en tous ses éléments constitutifs l'infraction prévue par l'article 341 du Code pénal " ;

Attendu qu'il résulte des constatations des juges du fond que X..., âgé de 16 ans, a été surpris dans un magasin, le 19 septembre 1985 à 16 heures, alors qu'il avait dérobé une revue sportive ; que Benitière l'a conduit au bureau de la direction où, avec Delage et Ehrard, il l'a retenu et interrogé ; que les trois prévenus ont exercé des violences sur X... et lui ont fait signer une reconnaissance de vols ; que ce n'est qu'à 23 heures qu'ils ont appelé téléphoniquement les gendarmes ;

Attendu que si les dispositions de l'article 73 du Code de procédure pénale autorisent un particulier à appréhender l'auteur d'un délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement ce n'est qu'à la condition de s'assurer de la personne du délinquant jusqu'à ce que celui-ci soit remis entre les mains de l'officier de police judiciaire avisé dans les meilleurs délais que les circonstances permettent ;

Que tel n'est pas le cas en l'espèce dès lors qu'il s'est écoulé sept heures entre l'interpellation de X... et l'avis donné aux gendarmes dont il n'est pas établi, ni même allégué, que les prévenus aient été empêchés de les informer au plus tôt ;

Qu'en outre les prévenus ont utilisé cette séquestration pour procéder à de véritables interrogatoires en se livrant à des violences sur la victime ;

Qu'il se déduit ainsi des énonciations de l'arrêt attaqué l'intention volontaire de priver de sa liberté la personne arrêtée dans un but autre que celui de la remettre le plus rapidement possible à l'autorité qualifiée ;

D'où il suit que le moyen doit être écarté ;

Dans le cadre de l'enquête de flagrance, l'urgence fait que la présentation de la personne placée en garde-à-vue au procureur de la République afin de prolonger la garde à vue est considérée par le législateur comme une exception en vertu de l'article 77 du CPP (Voir Crim., 11 février 1998, *Bull.crim.*, n°55 supra).

De même, l'urgence et la coercition caractéristiques de cette enquête font qu'il est possible de procéder à une perquisition au domicile de cette personne sans que l'accord préalable de cette dernière ne soit nécessaire.

Crim., 30 mai 1980

Vu l'ordonnance de M. le président de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation prescrivant l'examen immédiat du pourvoi dans l'intérêt de l'ordre public et d'une bonne administration de la justice ; Vu le mémoire produit ; Sur le deuxième moyen de cassation, pris de la violation des articles 53, 54, 56 et 59 du Code de procédure pénale, ensemble violation des droits de la défense,

"en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'annuler les procès-verbaux de perquisitions et de saisies dressés par la police selon la procédure de flagrant délit, "alors que ni les éléments antérieurs à l'intervention policière, ni le prétendu aveu verbal de Gomez, selon lequel "il dit avoir fait usage de cocaïne" ne permettaient de caractériser une infraction flagrante ; qu'en réalité, les policiers ont procédé illégalement, et en dehors de toute flagrante, à des perquisitions et à des saisies dont la nullité est certaine ;"

Vu lesdits articles, ensemble l'article 76 du Code de procédure pénale ;

Attendu qu'il résulte des dispositions combinées des articles 56 et 76 du Code de procédure pénale que, s'il n'a reçu mandat du juge d'instruction, un officier de police judiciaire ne peut, sans l'assentiment exprès de la personne chez qui l'opération a lieu, légalement procéder à une perquisition ou à une saisie qu'en cas de crime ou de délit flagrants ; Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure que des officiers de police judiciaire s'étant présentés à la Chambre occupée dans un hôtel par Gomez-Garzon, qu'ils soupçonnaient de vendre des stupéfiants, y ont procédé, sans avoir recueilli son assentiment, à une perquisition au cours de laquelle un certain nombre de montres neuves ont été saisies ; que, lors d'une autre perquisition pratiquée dans les mêmes conditions dans un coffre-fort loué dans une banque par le prévenu, d'autres montres ont fait l'objet d'une nouvelle saisie ; que ces montres paraissant provenir d'une soustraction frauduleuse, une information a été ouverte contre le demandeur des chefs de vol, complicité et recel ; Attendu que cette procédure a été soumise à l'examen de la chambre d'accusation, dans les conditions prévues à l'article 171 du code de procédure pénale, en vue de l'annulation éventuelle des perquisitions et saisies ainsi effectuées ;

Attendu que pour refuser d'annuler lesdites perquisitions et saisies, l'arrêt attaqué énonce que "les officiers de police judiciaire étaient fondés à se saisir en flagrant délit d'infraction à la législation sur les stupéfiants" ; Qu'au soutien de leur décision, les juges du fond relèvent que les policiers, qui avaient reçu un "renseignement confidentiel" selon lequel Gomez-Garzon se livrerait à la vente de stupéfiants, avaient en outre appris que celui-ci, qui avait déjà, dans le passé, été impliqué dans une affaire de cette nature, avait quitté son domicile pour habiter une chambre d'hôtel d'où il s'apprêtait à partir ; qu'ils constatent en outre qu'interpellé par les policiers, le prévenu a déclaré "ne pas détenir de drogue mais avoir fait usage de cocaïne" ; Mais attendu qu'il appert de ces constatations qu'avant l'accomplissement des actes incriminés, aucun indice apparent d'un comportement délictueux ne pouvait révéler l'existence d'une infraction répondant à la définition donnée des crimes et délits flagrants par l'article 53 du Code de procédure pénale ; Que, dès lors, en statuant comme



elle l'a fait, la Cour d'appel a méconnu les principes rappelés ci-dessus ; D'où il suit que le moyen doit être accueilli ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il soit besoin d'examiner les premier et troisième moyens, Casse et annule l'arrêt susvisé de la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris en date du 22 novembre 1979, et pour être statué à nouveau conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Versailles, à ce désignée par délibération spéciale prise en Chambre du Conseil ;

B. Les actes de l'enquête préliminaire

L'enquête préliminaire, quant à elle, étant l'enquête de droit commun n'est pas marquée par cette notion d'urgence impliquant une certaine coercition.

Aussi, par exemple, la perquisition à un domicile implique la nécessité d'obtenir l'accord de la personne au domicile de laquelle la mesure a lieu. (Voir Crim., 30 mai 1980, Bull. n°165 supra).

De même, contrairement à l'enquête de flagrance, la prolongation de la garde à vue suppose la présentation de la personne au procureur de la République en principe. La non présentation n'étant qu'une exception strictement encadrée.

Crim., 9 mai 2001

Mais sur le moyen de cassation relevé d'office pris de la violation des articles 77 et 171 du Code de procédure pénale :

Vu lesdits articles ;

Attendu qu'il résulte de ces textes que, lorsqu'à titre exceptionnel, le procureur de la République accorde la prolongation de la garde à vue sans présentation préalable de la personne concernée, sa décision doit être écrite et motivée ; que l'omission de cette formalité porte nécessairement atteinte aux intérêts de la personne gardée à vue ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure que, dans le cadre d'une enquête préliminaire, X... a été placé en garde à vue le 15 juillet 1996 à 8 heures 30 ; que le lendemain à 8 heures, sans présentation préalable de l'intéressé, le procureur de la République a autorisé la prolongation de sa garde à vue en portant en marge de la demande présentée par l'officier de police judiciaire la mention " Vu, OK pour prolongation " ;

Attendu que, pour écarter le moyen de nullité pris de ce que l'autorisation donnée par le procureur de la République n'était pas motivée, la chambre de l'instruction énonce que " le requérant ne démontre pas en quoi la recherche et l'établissement de la vérité s'en sont fondamentalement trouvés viciés ou en quoi cette absence de motivation a porté atteinte à ses intérêts " ;

Mais attendu qu'en prononçant ainsi, la chambre de l'instruction a méconnu les textes susvisés et le principe ci-dessus énoncé ;

D'où il suit que la cassation est encourue ;

Par ces motifs :

CASSE ET ANNULE l'arrêt susvisé de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Besançon, en date du 14 février 2001, mais seulement en ce qu'il a rejeté la requête en annulation de la prolongation de la garde à vue de X..., toutes autres dispositions étant expressément maintenues ;

Enfin, alors que pour l'enquête de flagrance l'OPJ peut avoir directement recours à une personne qualifiée (Voir Crim. 15 mars 1988, Bull. n°128), dans le cadre de l'enquête préliminaire l'OPJ doit obtenir l'accord du Procureur de la République.

Crim., 14 octobre 2003

Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation de l'article 802 du Code de procédure pénale ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure qu'au cours d'une enquête préliminaire ouverte sur des faits d'agression sexuelle qu'aurait commis le directeur d'un centre d'aide par le travail sur la personne d'une handicapée mentale, l'officier de police judiciaire, au visa de l'article 77-1 du Code de procédure pénale, a requis deux experts, l'un en psychologie, l'autre en gynécologie, à l'effet d'examiner la victime, sans que les procès-verbaux de réquisition mentionnent l'existence d'une autorisation du procureur de la République ;

Attendu que, pour faire droit à la demande d'annulation présentée par l'avocat de la personne mise en examen, la chambre de l'instruction retient que l'excès de pouvoir commis par l'officier de police judiciaire qui a procédé seul à la désignation de ces personnes qualifiées est constitutif d'une nullité d'ordre public qui doit entraîner l'annulation des réquisitions "sans qu'il soit nécessaire de rechercher si elles ont fait grief au requérant" ;

Attendu qu'en prononçant ainsi, et dès lors que les dispositions de l'article 77-1 du Code de procédure pénale sont édictées dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice et que leur méconnaissance est constitutive d'une nullité à laquelle les dispositions de l'article 802 dudit Code sont étrangères, la chambre de l'instruction a justifié sa décision ;

D'où il suit que le moyen ne saurait être admis ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

REJETTE le pourvoi ;

